

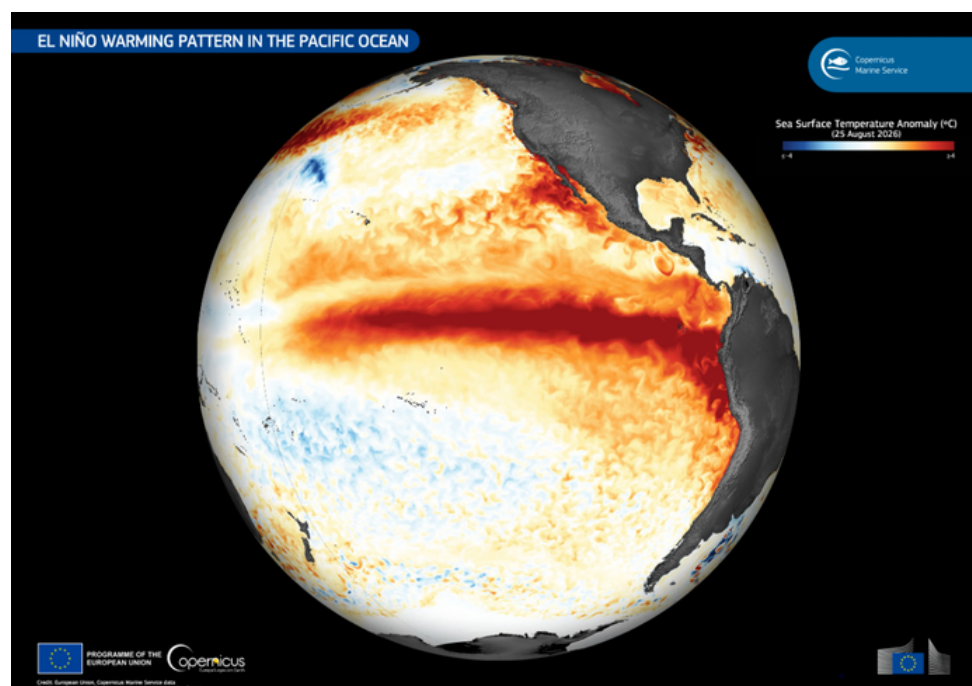
De Panama à l'Europe : l'eau douce arbitre entre commerce et énergie

Marc Germanangue, Directeur général de Zenon

On lit partout que la sécheresse « ralentit le commerce mondial ». La formule manque l'essentiel. Certes, le réseau maritime a déjà peu de marge – Ormuz sous tension, mer Rouge détournée – quand s'installe cette troisième contrainte. Mais l'été 2026 n'a pas révélé un goulet logistique de plus : il a montré, sur deux continents et par deux mécanismes, que les infrastructures dépendantes de l'eau douce sont arbitrées contre des usages rivaux dès que la chaleur s'installe.

Panama en donne la version la plus nette. Le 20 août, l'advisory A-29-2026 a plafonné les passages quotidiens à 34 à partir de début septembre, puis 32 à compter du 15 (le régime normal est de 36). La première marche formalise l'existant puisque le canal tournait déjà à 34 par jour en juillet, selon l'Autorité du canal de Panama (ACP). La vraie réduction vient au 15 et elle n'a encore rien à voir avec celle de 2023-2024, quand la sécheresse avait fait chuter le trafic jusqu'à 22. Le resserrement annoncé est préventif, avant la saison sèche, car sur mai-août, la pluviométrie du bassin versant accuse un déficit de 34 %, les apports au lac de 44 % selon l'ACP. Or le lac n'assure pas uniquement le canal, ouvrage à écluses alimenté en eau douce, il fournit aussi l'eau potable de plus de la moitié des Panaméens et – un peu – d'hydroélectricité. Lorsque l'eau se fait rare, l'ACP ne « ralentit » pas le trafic : elle arbitre entre la navigation, le robinet et dans une moindre mesure l'électricité, qui puisent à la même (res)source. L'ACP le dit sans détour : l'eau de consommation passe d'abord. Aux États-Unis, le lac Mead, réservoir du barrage Hoover, est tombé cet été à son plus bas niveau jamais mesuré imposant, là aussi, un arbitrage entre hydroélectricité et eau potable (pour 25 millions d'habitants).

Sur l'origine, la prudence s'impose. En 2024, le consortium World Weather Attribution a montré que El Niño avait doublé la probabilité des faibles pluies, sans pouvoir attribuer l'assèchement au réchauffement anthropique. Une modélisation de Muñoz (2025) montre que le lac Gatún reste stable sous faibles émissions de GES ; les basses eaux disruptives ne deviennent la norme que sous émissions moyennes à hautes.



L'Europe donne une autre version, non par consommation d'un stock, mais par le débit et la température d'un flux. Cet été, le Rhin est passé sous son record de 2018 à Kaub, réduisant les cargos à une fraction de leur charge ; les conditions ont également été sévères sur le Danube. Et la même eau qui porte les barges refroidit les réacteurs. Pour protéger le fleuve, l'ASNR plafonne l'échauffement des rejets ; quand l'eau amont est déjà trop chaude, EDF doit réduire la puissance, voire arrêter. À Golfech, un réacteur a été stoppé début août, la Garonne menaçant 28 °C ; au Bugey, l'ASNR a même dû relâcher temporairement ces limites le 10 juillet pour maintenir deux réacteurs jugés nécessaires à la « sécurité du réseau », l'autorité arbitrant elle-même entre écosystème et courant. Le fleuve trop bas et trop chaud est disputé comme le Gatún, mais par sa température plutôt que par son volume.

Basculer vers certaines sources d'électricité décarbonée (nucléaire, hydraulique) ne permet pas d'échapper à la dépendance à l'eau : cela la déplace. L'ACP l'a compris, en réservant des créneaux « NetZero » aux navires les moins émetteurs, quand la sécheresse, elle, pousse au reroutage émetteur. Un actif peut être parfaitement conçu et rester captif d'un intrant qu'aucune ingénierie ne fabrique. C'est la limite que la transition bas-carbone déplace sans la « dissoudre » : elle troque une dépendance aux hydrocarbures contre une dépendance à l'eau.